

LU POUR VOUS
Article du 03/09/2018



La crise va se poursuivre et se durcir au bureau des étrangers

IMMIGRATION : L'APPEL À LA MOBILISATION DEMEURE BEL ET BIEN À L'ORDRE DU JOUR

La préfecture de Mayotte a décidé l'ouverture du SMI ce jour malgré la poursuite des manifestations du collectif des citoyens devant les lieux.

Cette situation est très préoccupante pour les agents publics de ce service ultra sensible.

FO, syndicat majoritaire à la préfecture, tient à dénoncer **cette décision unilatérale** qui occulte totalement la sécurité des agents dans leur environnement qui ne se limite pas qu'à la sphère professionnelle.

Le service SMI est aujourd'hui comparable à un « bunker » où d'un côté la population manifeste pendant qu'un corridor sécurise la réception des usagers en quête d'un titre de séjour ou de visa.

Si cette mission est devenue prioritaire pour notre administration, il n'en demeure pas moins que le service public doit être rendu à **TOUS dans les mêmes conditions**.

Nous exigeons, que le calme soit d'abord retrouvé avant toute reprise d'activité. On ne peut cautionner de telles conditions de travail exposant les agents à des pressions psychologiques et à l'insécurité aussi bien sur leur lieu de travail que dans leur vie privé.

Nous demandons la tenue de réunions de concertations dans un cadre officiel en CHSCT et Comité Technique pour évaluer au préalable les conditions permettant d'ouvrir les services à l'ensemble du public.

Les agents ont également une vie après le travail, l'Administration se doit d'en tenir compte pour leur sécurité.

Notre syndicat FO continuera à défendre l'ensemble des agents exerçant au SMI, service dont la charge de travail et les conditions habituelles sont connues comme étant dans les limites de l'acceptable.



La crise va se poursuivre et se durcir au bureau des étrangers
IMMIGRATION : L'APPEL À LA MOBILISATION DEMEURE BEL ET BIEN À L'ORDRE DU JOUR

Avec la réouverture partielle du bureau des étrangers, les tensions sont montées d'un cran en fin de semaine dernière avec la mobilisation du collectif des citoyens de Mayotte refusant les régularisations massives et exigeant la régularisation des résidentes à la frontière. Mais il relève encore catégoriquement que des étrangers travailleurs à l'intérieur de la préfecture, c'est pourquoi la préfecture a ordonné, ce qui n'a été que moyennement accepté, le bras de fer va donc se poursuivre aujourd'hui et demain comme le promet le collectif lorsque le secrétaire général de la préfecture type d'opération est appelée à durer dans le temps afin que les personnes concernées puissent continuer à travailler ou à se soigner. En effet, un enseignant par exemple, étranger en situation régulière ayant le droit de travailler en cours d'année son titre de même pour d'autres en différentes périodes et il sera alors nécessaire de les prendre en compte qui ne sera pas du goût du collectif.

Ainsi, en fin de semaine dernière et en suite de représailles, le spectacle des décharges a de nouveau été brandi telle une menace, notamment en brisant souvenirs de 2016 que l'on espérait enterrés. Le week-end aura cependant été calme, la situation est à surveiller de très près.

En attendant, parmi les dommages collatéraux qui sont multiples, les personnels de la préfecture de Mayotte ont vu le prix de leur travail augmenter à travers un comité de Force Ouvrière.

La préfecture de Mayotte a décidé l'ouverture du SMI (Ndr: Service du Ministère de l'Intérieur) ce jour malgré la poursuite des manifestations du collectif des citoyens devant les lieux. Cette situation est très préoccupante pour les agents publics de ce service ultra sensible. FO, syndicat majoritaire à la préfecture, tient à dénoncer cette décision unilatérale qui occulte totalement la sécurité des agents dans leur environnement qui ne se limite pas qu'à la sphère professionnelle. FO, syndicat majoritaire à la préfecture, tient à dénoncer cette décision unilatérale qui occulte totalement la sécurité des agents dans leur environnement qui ne se limite pas qu'à la sphère professionnelle. FO, syndicat majoritaire à la préfecture, tient à dénoncer cette décision unilatérale qui occulte totalement la sécurité des agents dans leur environnement qui ne se limite pas qu'à la sphère professionnelle.

Etienne Guillot explique que cette mission est devenue prioritaire pour notre administration, il n'en demeure pas moins que le service public doit être rendu à TOUS dans les mêmes conditions. Nous exigeons, que le calme soit d'abord retrouvé avant toute reprise d'activité. On ne peut cautionner de telles conditions de travail exposant les agents à des pressions psychologiques et à l'insécurité aussi bien sur leur lieu de travail que dans leur vie privée. Nous demandons la tenue de réunions de concertations dans un cadre officiel en CHSCT et Comité Technique pour évaluer au préalable les conditions permettant d'ouvrir les services à l'ensemble du public. Les agents ont également une vie après le travail, l'Administration se doit d'en tenir compte pour leur sécurité. Notre syndicat FO continuera à défendre l'ensemble des agents exerçant au SMI, service dont la charge de travail et les conditions habituelles sont connues comme étant dans les limites de l'acceptable.

La situation devient problématique pour le bureau des étrangers à Mayotte, ce casse-tête se situe au sein des cloisons séparant les bureaux habituellement réservés aux Consores avec la levée de l'interdiction des recensements depuis le 21 mars dernier. Sans elle, c'est tout le système de gestion qui est paralysé et c'est bien la société malgache qui risque une nouvelle fois d'être oubliée.

Samuel Boscher

Bureau des étrangers : collectif versus forces de l'ordre

Ça va se durcir

